



Aff N°: C23043439

N° chrono: 1

Date: 30/08/23

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

**École de Gendarmerie -  
Caserne RICHEMONT  
MONTLUCON (03)**

## MAITRE D'OUVRAGE

SGAMI SUD EST  
215 RUE ANDRE PHILIP  
69003 LYON



**apave**

mission de confiance

**Architecte**

LA FABRIQUE D'ARCHITECTURE  
8 Rue du Commerce  
71140 BOURBON LANCY  
France

## COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

### PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - MONTLUCON  
MALFERIOL SYLVAIN  
RUE DU HIBOU  
ZAC DE CHATEAUGAY  
03410 DOMERAT

### PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - MONTLUCON  
MALFERIOL SYLVAIN  
RUE DU HIBOU  
ZAC DE CHATEAUGAY  
03410 DOMERAT

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	30/08/23	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	1

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>6</b>
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>8</b>
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	16
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	17
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>21</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	21
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	24
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	26
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	27
3.5. CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES	28
3.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	29
3.7. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	31
3.8. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	31
<b>4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>38</b>
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	38
<b>5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>40</b>
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	40

<b>6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>43</b>
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	43
<b>7. ANNEXES</b>	<b>45</b>
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	45
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	49
7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	49
7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	49
7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	49
7.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	49
7.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	49

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

École de Gendarmerie - Caserne RICHEMONT - MONTLUCON (03)

**Descriptif de l'opération :**

Réfection et mise en sécurité des ouvrages existants

Mise en sécurité des balcons et garde-corps

Ecole de gendarmerie - caserne Richemont

95 Avenue Jules Guesde 03102 MONTLUCON

**Calendrier :**

Date début des travaux : 01/05/2024

Durée totale des travaux : 18 mois

**Planning - Phasage de l'opération :**

Suivant phasage DCE du 31 juillet 2023

**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 5

Effectif pointe prévisible : 12

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Référé préventif

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

#### 1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Référé préventif

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
22	<p><b>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>RAPPEL:</b> le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et, à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération</li> <li>- les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe</li> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'oeuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération</li> <li>- les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage</li> <li>- les coordonnateurs SPS de l'opération</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui</li> <li>- les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis et accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter sur le chantier</li> <li>- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises</li> <li>- Toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.</li> </ul> <p><b>Clôture de chantier</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier



12	<p>Toutes les zones actives du chantier ou incluant les installations principales (cantonnement) et les aires de stockage devront être isolées des emprises et accès maintenus</p> <p>Les séparations physiques qui viendront en complément des aménagements existants seront constituées panneaux métalliques grillagés, attachés entre eux par colliers métalliques, sur plots béton d'une hauteur voisine de 2 m. Elles devront être équipées de portails métalliques en serrurerie fermant à clé pour assurer la fermeture des zones aux endroits définis en accord avec le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur.</p> <p>Les portails constitués d'éléments de clôtures et les liaisons par fil de fer entre éléments de clôtures seront strictement interdits pour empêcher tout passage</p> <p>Le titulaire du lot concerné devra assurer la fermeture chaque soir et l'ouverture chaque matin du chantier, le maintien ou la remise en place des clôtures durant sa période d'intervention .</p> <p>Le titulaire du lot concerné aura à sa charge les frais relatifs à la mise en place et ceux dus au repliement de ces clôtures à la fin du chantier.</p>			Durée chantier
71	<p>Les frais inhérents à la location, à l'entretien, au maintien ou à la remise en place, aux déplacements éventuels et à toute autre sujétion seront à la charge du lot 1</p>			Durée chantier
42	<p><b>Conditions d'accès des personnes autorisées</b></p> <p><b>Les Entreprises devront intégrer l'ensemble des contraintes spécifiques et des conditions particulières d'accès suivant CCTP</b> Les entreprises devront fournir à leur personnel des tenues de travail permettant d'identifier facilement leur personnel (logo de l'Entreprise, identité du salarié etc...)</p> <p>Chaque titulaire de marché devra fournir les équipements de protection individuelle (EPI) adaptés aux travaux et assurer le port obligatoire sur chantier (casque, casque avec macaron SST, casque avec jugulaire pour travaux en hauteur, chaussures de sécurité, lunettes obligatoires, protections auditives, gants adaptés, protections respiratoires, gilet rétro réfléchissant en permanence, tenue couvrant jambes et avant bras (pas de shorts ou de T-shirt, etc.....)</p> <p>Les postes de travail, pour le personnel intérimaire, seront adaptés à l'information, à la formation et à l'aptitude médicale des personnes concernées.(les EPI en complément de ceux fournis par la société d'intérim seront fournis par le titulaire de chaque marché pour être adaptés aux travaux concernés)</p> <p>Obligation d'avoir en permanence sur chantier, par entreprise « étrangère », une personne comprenant et parlant le français pour les appels en cas d'accident.</p> <p>Chaque entreprise devra faire respecter aux entreprises « étrangères » le droit du travail français.</p> <p><b>Nous interdisons toute intervention d'Entreprise y compris sous traitance avant agrément du Maître d'Ouvrage, accord du Maître d'Oeuvre, visite d'inspection commune en notre présence et diffusion d'un PPSPS adapté au chantier</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

78	Le Maître d'Oeuvre doit interdire toute intervention d'Entreprise y compris sous traitante avant agrément du Maître d'Ouvrage, visite d'inspection commune en présence du Coordonnateur et diffusion d'un PPSPS adapté au chantier	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avant interv.
85	Le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles autorisées par le maître d'ouvrage, c'est à dire : - les personnes appartenant à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre ; - le coordonnateur SPS ; - les salariés désignés par les entreprises qui les emploient participant à l'opération et, à ce titre, titulaires d'un contrat les liant au maître d'ouvrage ; - les salariés désignés par les sous-traitants qui les emploient participant à l'opération et agréés par le maître d'ouvrage ; - les prestataires de service (livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs etc...) désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de l'entreprise et dotés des protections individuelles nécessaires ; - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : DIRECCTE, DRIRE, CARSAT, MSA, OPPBTP, médecins du travail des entreprises.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
89	Les accès des personnels aux postes de travail devront s'effectuer suivant les directives imposées par le Maître de l'Ouvrage et répondre aux exigences de sécurité et confidentialité imposées par le site (Zone militaire)	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Durée chantier

## 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
65	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b> Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace. <b>Organisation générale</b>			Ph. préparation

53	<p>Dès la notification des marchés, et avant le début des travaux, le maître d'oeuvre aura la responsabilité de remettre au Coordonnateur, un plan d'aménagement - organisation du chantier - pour validation</p> <p>Ce plan, établi à partir des informations fournies, devra faire apparaître clairement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les limites d'emprise du chantier.</li> <li>• L'emplacement de l'emprise des baraques et bureaux de chantier, ainsi que leur accès.</li> <li>• L'emplacement des aires de stationnement réservées aux véhicules pour les livraisons.</li> <li>• Les réseaux d'assainissement de chantier avec indications des branchements sur les réseaux publics.</li> <li>• Les zones de stockage des matériaux.</li> <li>• Les installations spécifiques (ateliers).</li> <li>• Les accès au chantier avec indication de la structure de chaussée, ainsi que les voies de circulation piétonnes et pour les engins à l'intérieur du chantier.</li> <li>• Le réseau électrique et la position des armoires électriques de chantier.</li> <li>• Le maître d'oeuvre déterminera dans son plan d'installation de chantier les zones de stockage, de manutention et d'entreposage des différents matériaux, déchets et gravats qui seront utilisées par l'ensemble des entreprises intervenantes. Ces zones seront distinctes des cantonnements et des zones de circulation, et seront situées de tel sorte à ce que leurs accès se fassent sans avoir à traverser les zones de cantonnements.</li> </ul>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
83	<p>Dès leur notification, chaque entreprise intervenante communiquera au maître d'oeuvre et à l'entreprise titulaire du lot 1 son besoin à prendre en compte pour les zones de stockage temporaire et de manutention</p> <p>Les entreprises ont obligation de respecter les zones de stockage, de manutention ou de stationnement des véhicules définies dans le plan de principe des installations de chantier</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation
39	<p><b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES PROPREMENT DIT</b></p> <p><b>BRANCHEMENTS PROVISOIRES</b></p> <p>Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001.</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Ph. préparation

76	<p>Le titulaire du lot concerné devra réaliser:</p> <p>Une installation électrique indépendante pour le chantier (branchement provisoire de chantier avec mise en place d'un compteur, armoire générale de chantier, réseaux de distribution, jusqu'à chaque zone de travaux et jusqu'à la zone de cantonnement et des armoires principales en pied de chaque bâtiment conformes aux normes en vigueur et comportant des alimentations séparées pour l'éclairage et les tableaux de chantier)</p> <p>Soit:</p> <p>1 Coffret pour la base vie</p> <p>Plusieurs coffrets portatifs suivant besoin</p> <p>Les rallonges de câbles ne devront pas excéder une longueur supérieure à 25 mètres</p> <p>L'installation d'eau se fera depuis le réseau existant Le réseau d'eau provisoire de chantier devra être isolé en période hivernale pour résister à l'action du gel.</p> <p>Il aura également à sa charge les éventuelles modifications ou adaptations de ces installations en fonction du phasage des travaux.</p> <p>Les frais inhérents à la demande, à l'installation et au repliement de ces installations seront à la charge du titulaire du lot concerné</p>			Avant interv.
15	<p><u>électricité</u></p> <p>Chaque tableau devra couvrir au maximum un rayon de 25 m et comprendre un dispositif de protection différentiel 30mA.</p> <p>Dans les circulations communes, les câbles d'alimentation reposant sur, ou à proximité du sol, devront être regroupés au moyen de tout dispositif approprié (gaine Janolène par exemple).</p> <p>Les câbles reliant les coffrets de distribution entre eux ou ceux reliant les coffrets de distribution aux armoires principales seront passés dans des fourreaux.</p> <p>Le titulaire du lot concerné installera, dès l'intervention des Corps d'Etat Secondaires, l'éclairage provisoire et suffisant des locaux aveugles et des circulations empruntées par le personnel (couloirs et escaliers). Valeur minimum d'éclairement de 60 lux.</p> <p>Installation d'éclairage en 25V ou en basse tension avec hublots classe II IP 357 (protection de 30 mA en pied de colonne). Les frais de maintenance seront à la charge du titulaire du lot concerné. L'alimentation de l'installation d'éclairage doit être impérativement distincte de l'installation de puissance.</p> <p>Les installations de chantier devront faire l'objet, sous la responsabilité du titulaire du lot concerné, d'une vérification confiée à une personne responsable autorisée et habilitée pour la partie qui le concerne. Une copie du procès-verbal de vérification est à remettre au Coordonnateur ainsi que les mises à jour à chaque modification de l'installation électrique</p> <p>Les frais inhérents à la mise en place et au repliement en fin de chantier des installations électriques ci dessus énumérées sont à la charge du titulaire du lot concerné pour la partie de l'installation qui le concerne .</p>			Durée chantier
72	<p>Les entreprises communiqueront au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique, dès le début de la phase de préparation de chantier</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

88

L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier **à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre**. Cette installation conforme aux prescriptions du Décret du 14 novembre 1998 et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme agréé. Une copie du procès-verbal de réception est à remettre au Coordonnateur ainsi que les mises à jour à chaque modification de l'installation électrique.

Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité dans le cadre de la publication UTE C 18-510.

Les documents suivants seront tenus sur le chantier :

un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier, le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (initiales et périodiques).

les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remède aux défauts constatés dans les rapports précités

L'installation comprendra de façon distincte :

1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage,

2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement.

3. Départ (s) pour l'installation électrique nécessaire à (aux) engin(s) de levage

4. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions du Décret du 14 Novembre 1988 et de la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement.

5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur.

6. L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation.

L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.

Les câbles reliant les coffrets de distribution entre eux ou ceux reliant les coffrets de distribution aux armoires principales seront passés dans des fourreaux spécifiques pour assurer leur protection mécanique et enterrés, avec un repérage visuel

Les frais inhérents à la mise en place et au repliement en fin de chantier des installations électriques ci dessus énumérées sont à la charge du titulaire du lot concerné pour la partie de l'installation qui le concerne .

Durée chantier

**ZONE DE CANTONNEMENT**
**Montage, démontage des installations du cantonnement**

10	<p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées et notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-interdictions de l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier,</li> <li>-présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.) pour prévenir les risques liés à la circulation des véhicules due aux approvisionnements,</li> <li>-différer ou suspendre le montage-démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (notamment le vent),</li> <li>-prévoir des ancrages en partie basse des bungalows pour éviter au personnel de monter dessus lors des opérations d'élinguage ou de décrochage.</li> </ul>		Ph. préparation
56	<p><b>Gestion de cantonnement - Base vie</b></p> <p>chaque entreprise est chargée d'effectuer le nettoyage journalier de son chantier et d'evacuer ses propres déchets. En cas de défaillance dans ce domaine le nettoyage du chantier sera confié à un intervenant extérieur à la charge des entreprises</p>		Durée chantier
3	<p><b>Installations communes de vie collective</b></p> <p>Les dépenses entraînées par la réparation ou le remplacement de fournitures détériorées sans responsable, la location, le nettoyage, la fourniture des produits d'entretien ou consommables, l'entretien tout au long du chantier des installations de chantier sont à la charge du lot 1</p>		Durée chantier

67	<p>L'Entreprise chargée du lot concerné aura la gestion des installations communes désignées ci-après :</p> <p>L'installation d'un local pour les réunions, d'une surface autorisant le regroupement de 20 personnes environ. Ce local devra comprendre les équipements ou commodités suivants :          Chauffage, éclairage          Table, chaises en nombre suffisant          Panneau d'affichage des plans          Armoire de rangement des dossiers de chantier, fermant à clef          1 Extincteur portatif à poudre polyvalente          Une trousse de pharmacie          5 casques et 5 paires de bottes</p> <p>La mise en place de bungalows cabinet d'aisance équipé de W-C, douches, rampes de lavabos en nombre suffisant et raccordés sur les réseaux EU, EV.          au moins 1 W-C pour 20 salariés          au moins 1 robinet mélangeur pour 5 salariés          au moins une cabine de douche (eau chaude et eau froide) pour 20 personnes.</p> <p>La mise en place de bungalows vestiaires équipés d'armoires individuelles de rangement, de patères murales et de chaises          La mise en place de bungalows réfectoire pour le personnel équipés de tables revêtues d'un revêtement plastique facile d'entretien, de chaises, d'un appareil permettant de réchauffer les aliments, d'un réfrigérateur</p> <p>Les vestiaires, réfectoires et sanitaires doivent être reliés entre eux par des passages couverts.          Les accès aux différents bungalows doivent être revêtus de matériaux stabilisés, balisés et éclairés.          Chaque bungalow sera raccordé sur les différents réseaux (électricité, AEP, etc....)          Les sanitaires seront raccordés sur le réseau d'égout public.</p> <p>Le titulaire du lot concerné devra laisser l'ensemble des installations de chantier à disposition de l'ensemble des Entreprises ayant à intervenir sur le chantier jusqu'à réception définitive des travaux.</p> <p>Les dépenses entraînées par la mise en place et le rapatriement en fin de chantier des installations principales sont à la charge de l'Entreprise titulaire du lot concerné</p> <p>Dans tous les cas, les aménagements mis en place devront respecter les normes constructives et les normes sanitaires (en fonction du nombre d'usagers) imposées par les dispositions réglementaires (Décret du 8 janvier 1965 notamment modifié par décret du 06 mai 1995).</p>		Ph. préparation
84	<p>Les installations de chantier seront implantées dans une zone qui permettent de réaliser l'ensemble des aménagements extérieurs sans avoir à déplacer ou à supprimer ces installations en cours de chantier</p> <p><b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b></p>		Durée chantier
34	<p>Les dépenses entraînées par la réparation ou le remplacement de fournitures détériorées sans responsable, la location, le nettoyage, la fourniture des produits d'entretien, l'entretien tout au long du chantier des installations de chantier sont à la charge du lot 1</p>		Durée chantier



75	Le titulaire du lot concerné devra faire réaliser, par une Entreprise extérieure spécialisée, le nettoyage quotidien des bungalows sanitaires et bihebdomadaire des autres ainsi que la fourniture des produits consommables			Durée chantier
25	<b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b> Toute nouvelle dépense d'exploitation, et les frais afférents, décidée en phase de réalisation lors des réunions de chantier ou de coordination SPS, pour la bonne marche des travaux, fera l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître d'ouvrage et les entrepreneurs des différents corps d'état intéressés.	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier

### 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
55	<b>SOL ET SOUS-SOL</b> Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
27	<b>Dispositions particulières à l'opération</b> Tout rejet de substances susceptible de polluer le terrain et les stations de traitement des effluents (huiles de vidange, hydrocarbures, peintures, etc...) est formellement interdit. Les frais éventuels de dépollution resteront à la charge de l'Entreprise contrevenante. Il est demandé à chaque Entreprise de disposer d'un stock de produit absorbant pour réagir en cas de pollution accidentelle (avant intervention des services compétents).  Il est demandé à chaque Entreprise de disposer d'un stock de produit absorbant pour réagir en cas de pollution accidentelle (avant intervention des services compétents).  Avant l'accès des véhicules sur les voies de circulation urbaines, les chefs de chantier de chaque Entreprise s'assureront de leur état de propreté et de chargement, afin d'éviter une dispersion de boues ou de matériaux sur les revêtements routiers.  Si nécessaire, la mise ne place des moyens appropriés (décrottoirs, appareils de lavage haute pression, filets, balayeuse industrielle) sera imposée aux Entreprises	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>RESEAU ELECTRIQUE BTB, HTA ou HTB : EXTERIEUR OU INTERIEUR AUX LOCAUX</b>			



17	<p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informeront auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations.</p> <p>Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.</p> <p><b><u>RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>3 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>• <b>5 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>• <b>1,50 m</b> pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.</li> </ul> <p><b>Dispositions particulières à l'opération</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
48	<p>Faire réaliser les travaux par du personnel habilité aux risques électriques et suivant la norme UTE C 18-510</p> <p>Mettre en place des coffrets de prises protégés par un système différentiel de 30 Ma</p> <p>Mettre en place l'éclairage des circulations suivant l'avancement des travaux</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
81	<p>Utiliser des appareillages et des rallonges électriques conformes et contrôlés</p> <p>Obligation de respecter les normes d'éloignement des coffrets électriques (25m)</p> <p>Interdiction d'intervenir sur les installations électriques de chantier :</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
4	<p><b>CONDITIONS METEOROLOGIQUES</b></p> <p>Les conditions météorologiques peuvent interférer avec la santé et la sécurité des travailleurs du chantier ainsi qu'avec la sécurité des riverains du chantier.</p> <p>Des mesures de prévention de ces risques doivent être prises.</p> <p><b>Dispositions particulières à l'opération</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
52	<p>Les Entreprises intervenantes devront tenir compte des conditions climatiques au moment des travaux et prendre les moyens de prévention adaptés. Les responsables d'Entreprise sur site auront la responsabilité de faire arrêter ces travaux lorsque ces conditions présentent des risques qui sont de nature à nuire à l'intégrité physique du personnel.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

## 2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	AMIANTE			

28	<p>Le maître d'ouvrage est tenu de demander au propriétaire de l'ouvrage les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante et de communiquer ces documents à toute personne devant réaliser des travaux (Art. R.1334-22, R.1334-27 et R.1334-28 code de la santé publique). Ces documents concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les flocages, calorifugeages et faux plafonds : recherche et évaluation de leur état de conservation ;</li> <li>• Le repérage des matériaux et produits amiantés avant démolition totale ou partielle ;</li> <li>• Le dossier technique amiante (DTA) .</li> </ul> <p>Les informations relatives à la présence d'amiante dans les ouvrages doivent obligatoirement être jointes au Plan Général de Coordination SPS joint au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), ainsi qu'au Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO) remis en fin de chantier.</p> <p>L'entreprise chargée des travaux de retrait ou de confinement devra leur exécution selon la réglementation en vigueur, après établissement et diffusion d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes de prévention au moins un mois avant le début de ces travaux .</p> <p>La dépose des produits contenant de l'amiante devra se faire avant tout autre intervention de démolition.</p> <p>Durant l'intervention de l'entreprise chargée du retrait ou du confinement, aucun autre travail dans la même zone ne sera programmé sur le planning d'exécution.</p> <p>Conformément aux arrêtés du 22/02/2007 le Maître d'Ouvrage choisira des entreprises pouvant justifier d'une certification "retrait d'amiante non friable à risques particuliers" et/ou "retrait de l'amiante friable".</p> <p>Ces entreprises fourniront les attestations correspondantes au maître d'ouvrage.</p> <p><b>Dispositions particulières à l'opération</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Ph. préparation
----	--	------------------	------------------	-----------------

9		Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
	<p>Obligation à toute entreprise d'interdire toute intervention avant de s'assurer de l'existence d'un diagnostic avant travaux et du DTA.</p> <p>Faire réaliser des diagnostics complémentaires au Maître d'Ouvrage en cas de découverte de matériaux non diagnostiqués</p> <p>Effectuer la dépose des produits contenant de l'amiante suivant la réglementation en vigueur après établissement et diffusion d'un plan de retrait aux organismes institutionnels de la prévention au moins un mois avant le début des travaux de dépose (DIRECCTE, CARSAT, OPPBTP et Médecine du travail)</p> <p>Conformément à l'arrêté du 22/02/2007 l'entreprise devra justifier d'une certification « retrait d'amiante non friable à risques particuliers » et d'une certification liée aux opérations de retrait de l'amiante friable</p> <p>L'Entreprise devra transmettre une attestation QUALIBAT 1512 (matériaux non friables) et 1513 (matériaux friables) ou AFAQ ASCERT correspondante</p> <p>Effectuer les travaux à proximité, sur des produits contenant de l'amiante ou des travaux d'encoffrement suivant la réglementation en vigueur après établissement et diffusion d'une analyse de risque et d'un mode opératoire aux organismes institutionnels de la prévention avant le début des travaux de dépose (DIRECCTE, CARSAT, OPPBTP et Médecine du travail)</p> <p>Les matériaux contenant de l'amiante devront être visualiser sur chantier avant dépose en fonction des plans de repérage (affichage par exemple du sigle "danger amiante")</p> <p>Les produits contenant de l'amiante seront stockés provisoirement sur chantier dans des containers métalliques fermés spécifiques dans une zone clôturée, suivant la réglementation en vigueur et sous la responsabilité d'un conseiller au transport dûment habilité et autorisé par l'Entreprise</p> <p>Les produits contenant de l'amiante seront évacués vers des décharges de classe 1 ou 2 suivant leur nature, suivant la réglementation en vigueur et sous la responsabilité d'un conseiller au transport dûment habilité et autorisé par l'Entreprise</p> <p>Les personnes devant effectuer des travaux de retrait, d'encoffrement, à proximité ou sur des matériaux contenant de l'amiante devront être obligatoirement en CDI, avoir suivi une information aux risques « amiante », avoir une formation spécifique et avoir un suivi médical correspondant.</p>			

70	<p>Le Maître d'Ouvrage a l'obligation de transmettre les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R 1334-22, R1334-27 et R 1334-28 du code de la santé publique, pour les joindre au présent document</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- évolution et conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds</li> <li>- Dossier Technique Amiante</li> <li>- repérage avant démolition partielle ou totale</li> </ul> <p>Les repérages de matériaux contenant de l'amiante devront se faire de façon exhaustive dans des locaux vides sur tous les éléments de structure ou d'équipements et sur les installations techniques une fois hors service.</p> <p>La dépose des produits contenant de l'amiante devra se faire obligatoirement avant tout autre intervention de démolition</p> <p>Durant l'intervention de dépose des produits contenant de l'amiante, interdire d'autres travaux d'autres Entreprises dans la même zone sur le planning d'exécution des travaux</p> <p>Interdire toutes interventions mécaniques, chimiques ou autres sur les éléments contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante (carottages, percements, dépose, découpe etc...) et respect dans tous les cas de la réglementation en vigueur.</p> <p>Conformément à l'arrêté du 22/02/2007 le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre doivent consulter des entreprises qui doivent justifier depuis le 01/03/2008 d'une certification « retrait d'amiante non friable à risques particuliers » distincte de la certification liée aux opérations de retrait de l'amiante friable</p> <p>Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre doivent leur demander de transmettre une attestation QUALIBAT 1512 (matériaux non friables) ou 1513 (matériaux friables) ou AFAQ ASCERT correspondante.</p> <p>Le Maître d'Ouvrage devra faire réaliser des essais libératoires, après dépose des confinements, par analyse d'air en Microscopie Electronique à Transmission Analytique avant autorisation d'intervention pour d'autres entreprises</p> <p>Le Maître d'Ouvrage devra exiger la mise à jour des Dossiers Techniques Amiante et l'établissement de plans spécifiques de repérage en cas d'enclassement de matériaux contenant de l'amiante, lors du réaménagement de bâtiments ou de locaux .</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Immédiat
66	<p><b>RISQUE BIOLOGIQUE</b></p> <p><b>COVID - 19</b></p> <p>Les événements liés à la pandémie de Covid-19 peuvent amener à prendre des mesures restrictives en cours de chantier. Les entreprises sont tenues de rester informées de la mise en application des moyens de prévention applicables aux chantiers de bâtiment.</p> <p>Les mesures élémentaires de protection sont quant à elles à conserver, à savoir : Protocoles de désinfection et lavage des mains</p> <p>Mise en application des gestes barrières</p> <p>Isolement des personnes déclarées positives et gestion des cas contact</p> <p>Mise à dispositions dans les locaux communs et sur chantier des produits de désinfection (gel hydroalcooliques, lingettes, ...)</p>	Tous interv.		Durée chantier

### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b>			
59	La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation <b>CRAM R.434</b> .	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
45	<b>Plan de circulation</b> Plan de circulation : Suivant procédure d'accès site jointe au DCE Chaque entreprise doit prendre en compte les risques occasionnés par la circulation des engins et des véhicules sur le chantier : - faire respecter à toute Entreprise sous traitante, à tout « locatier » ou à tout fournisseur les contraintes d'organisation et de sécurité - guider les manœuvres par du personnel formé à la gestuelle - respecter les zones de déchargement et de stockage - interdire la présence de tout piéton dans la zone d'évolution des véhicules et engins - interdire les marches arrière sans guidage par du personnel formé à la gestuelle - adapter le gabarit des engins aux accès chantier - obliger le port du gilet rétro réfléchissant - Risque complémentaire : Pendant la durée des travaux des camions vont continuer d'approvisionner en bois la chaufferie Biomasse 1 <b>Fléchage, signalisation</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

64

Mettre en place les fléchages et la signalisation horizontale et verticale conformément au plan de circulation.

A l'entrée du chantier, le titulaire du lot concerné, apposera la signalisation et les panneaux réglementaires. (permis de construire, déclaration préalable, panneau de chantier suivant indications du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Oeuvre, port du casque obligatoire, chantier interdit au public, panneau stop à la sortie du chantier ...).

Le titulaire du lot concerné aura la gestion de la fourniture, de la mise en place de la signalisation interne au chantier pour notamment indiquer les sens de circulation, les accès aux différentes parties du chantier, les accès interdits pour le personnel etc ..... Il aura également la gestion de modifier les conditions de circulation sur le site en fonction de l'évolution des travaux.

A l'extérieur du chantier la signalisation et le balisage à partir des voies ouvertes à la circulation et des clôtures implantées sur ces voies publiques, seront réalisés par le titulaire du lot concerné

Cette signalisation ne devra pas être en contradiction avec la signalisation permanente du domaine public et demeurer conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière

Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation devra être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

A l'intérieur du chantier, le titulaire du lot concerné, apposera :

- devant chaque entrée de bâtiment les panneaux port obligatoire des équipements de protection individuelle adaptés, port du casque et du gilet rétro-réfléchissant obligatoire.
- les panneaux de rappel de tri sélectif des gravois et de nettoyage du chantier
- les accès et identification de chaque zone ou bâtiment
- les repérages des niveaux dans chaque bâtiment
- dans chaque zone de travaux à risque particulier les panneaux port obligatoire des équipements de protection individuelle adaptés

Les frais inhérents à la fourniture, le maintien en place, les modifications éventuelles en cours de travaux et l'entretien de cette signalisation sera à la charge du titulaire du lot concerné pendant la durée des travaux.

**Séparation des voies de circulation**

Durée chantier

5	<p>Des voies de circulation praticables et éclairées devront être aménagées de telle façon que la circulation des piétons et des véhicules puissent se faire de manière sûre et séparée:</p> <p>Pour procéder aux installations principales</p> <p>Pour accéder à la zone chantier</p> <p>Pour accéder aux différents niveaux des ouvrages.</p> <p>Pour l'accueil des secours d'urgence</p> <p>Le titulaire du lot concerné devra réaliser des voies recouvertes de revêtement stabilisé pour les piétons et éclairées (40 lux minimum )</p> <p>Les circulations piétons seront balisées par des chaînettes (rouges et blanches) et devront permettre au personnel d'accéder aux différents postes de travail en toute sécurité.</p> <p>Les voies de circulation devront être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conçues et entretenues pour éviter tout risque de chute ou de glissade</li> <li>- maintenues en permanence propres et dégagées de tout obstacle</li> <li>- aménagées avec des passerelles munies de gardes corps sur toute tranchée ouverte ou sur tout accès avec dénivelé dans les bâtiments</li> </ul> <p>Les frais de réalisation de ces aménagements sont à la charge du lot concerné.</p>			Durée chantier
68	<p>Les frais d'entretien ou de remise en état de ces aménagements sont à la charge du lot 1</p>			Durée chantier
62	<p><b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</b></p> <p>Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier...</p> <p>La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier.</p> <p>Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants " seront mises en oeuvre.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
16	<p><b>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</b></p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier.</li> <li>- L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.</li> </ul>			Durée chantier



24	<p><b>Dispositions particulières à l'opération</b></p> <p>Le titulaire du lot concerné devra la mise en place, l'entretien et la dépose des protections collectives provisoires jusqu'à la mise en place des moyens de protection définitive</p> <p>Sur tous les escaliers provisoires d'accès aux différents niveaux y compris les paliers.</p> <p>Tout autour de chaque terrasse, planchers et en bordure de chaque partie donnant sur le vide (incorporation de tubes dans les acrotères béton, servant de réservations pour la mise en place de poteaux verticaux supports de filets périphériques).</p> <p>Dans chaque trémie de petites dimensions (mise en place de treillis soudés que les lots utilisateurs découperont en fonction des besoins)</p> <p>En périphérie de chaque trémie de grandes dimensions (incorporation de tubes dans les bords de trémie, servant de réservations pour la mise en place de poteaux verticaux supports de gardes coprs ou gardes corps à pinces)</p>			Durée chantier
----	---	--	--	----------------

### 3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
63	<p><b>UTILISATION D'ENGINS DE LEVAGE</b></p> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p> <p><b>Sujétions relatives à l'utilisation des appareils de levage</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier



8	<p>Le prêt de tout engin (engin de levage, nacelle, etc....) ou de matériel (plateforme élévatrice, échafaudage fixe, échafaudage suspendu, etc.....) , à une autre Entreprise est strictement interdit en dehors de l'existence d'un contrat de prêt dûment signé par les deux parties comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de prêt</li> <li>- le responsable des manœuvres, le responsable d'élinguage, etc.....</li> <li>- une copie du P.V. de contrôle de l'engin ou du matériel</li> <li>- une copie des habilitations et autorisations de conduite des personnes</li> </ul> <p>L'Entreprise devra effectuer les contrôles lors de la mise en place des matériels utilisés et les contrôles périodiques lors de l'utilisation (contrôles quotidiens mensuels, etc....). Une copie de ces contrôles devra être maintenue sur chantier par l'Entreprise dans un registre de sécurité.</p> <p>Les contrôles réglementaires seront effectués par des organismes agréés et les contrôles « Entreprise » seront effectués par des personnes responsables dûment habilitées et autorisées par l'Entreprise</p> <p>L'Entreprise utilisatrice devra s'assurer de l'existence de ces contrôles par consultation sur chantier du registre de sécurité</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
---	---	----------------	----------------	----------------

69	<p>La conduite d'un engin de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement</p> <p>Les personnes chargées de la conduite d'engins de chantier doivent être en possession de Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité et d'une autorisation de conduite d'engins en sécurité délivrée par l'employeur. Ces habilitations et autorisations doivent pouvoir être présentées à toute demande</p> <p>La liste des titulaires des autorisations de conduite doit être envoyée au Coordonnateur avant intervention sur le site (nacelles, minipelle etc...).</p> <p>Tous les appareils de levage et de manutention ne peuvent pénétrer sur le chantier que s'ils ont été examinés et contrôlés dans les conditions prévues par la réglementation et si leur conduite est confiée à des personnes habilitées et autorisées</p> <p>La liste des engins présents sur le chantier avec une copie des rapports de visites réglementaires doit pouvoir être présentée à toute demande et être en permanence sur le site..</p> <p>Il est interdit à toutes les Entreprises de mettre en place des dispositifs particuliers de treuils, consoles, recettes en façades avant accord du titulaire du lot Gros oeuvre, du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur.</p> <p>Vérifier la portance des sols au niveau des appuis des grues automotrices</p> <p>Vérifier l'adéquation des appareils et appareils de levage avec les charges à manutentionner</p> <p>Faire effectuer les manœuvres uniquement par des personnes responsables formées et identifiées</p> <p>Vérifier systématiquement l'élinguage des charges par les responsables de manoeuvre avant toute manutention</p> <p>Utiliser des palonniers ou autre dispositifs spécifiques</p> <p>Guider obligatoirement les manœuvres par corde pour empêcher que le personnel soit à l'aplomb des éléments</p> <p>Isoler complètement les zones situées à l'aplomb ou à proximité et interdire la présence de personnel (les distances de balisage devront tenir compte de la longueur des éléments manutentionnés)</p> <p>Prévoir une procédure pour l'accrochage et le décrochage en sécurité des éléments</p> <p>Prévoir des systèmes de communication radio entre les grutiers et les responsables de manœuvres</p> <p>Privilégier l'utilisation de chaînes ou d'élingues métalliques par rapport aux sangles textiles</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

### 3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	APPROVISIONNEMENTS - STOCKAGES			

58	<p>Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches</li> <li>• Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,...</li> <li>• Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,...</li> </ul> <p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.</p> <p><b>Stockage (extérieur, intérieur) délimitation des zones de stockage</b></p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier
23	<p>Aménager les zones de stockage de produits chimiques conformément aux dispositions réglementaires et consignes du fournisseur (rétention de capacité suffisante, moyens de lutte contre l'incendie,...).</p> <p>Baliser chaque zone de stockage.</p> <p>Signaler les stockages de produits dangereux par des affichettes mentionnant les étiquettes de danger correspondant aux produits stockés ainsi que les conseils de prudence relatifs à la manipulation de ces produits (interdiction de fumer, interdiction de points chauds, règles d'utilisation, port des EPI, ...)</p> <p><u>interdiction de stockage en intérieur (FDS)</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
61	<p>Concernent principalement les matières possédant un fort potentiel calorifique ou présentant un danger pour l'environnement (carburants, solvants, peintures, produits toxiques, etc...)</p> <p>Avant mise en place de ces produits sur le chantier, les conditions de stockage impliquant la vérification des contraintes techniques au niveau incendie, aération, ventilation, pollution accidentelle devront être clairement définies par les Entreprises concernées dans leur PPSPS. Un accord devra être donné par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur avant mise en place de ces substances sur le chantier.</p> <p>Les fiches de données de sécurité devront être fournies, pour tous les produits ou substances dangereuses mis en oeuvre sur le chantier (ex : peinture à liant polyuréthane, décapant, produit d'étanchéité, etc...) au Coordonnateur Sécurité.</p> <p>Il est demandé aux Entreprises utilisant ces produits de mettre en place des moyens de prévention, à préciser dans le PPSPS, pour éviter tous risques par rapport à l'activité des autres Entreprises. (risque d'explosion ou d'inflammabilité, risque nocif ou d'inhalation, risque de stockage etc...)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

### 3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	EVACUATION - ENLEVEMENT DES DECHETS			

35	Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants. Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
40	<b>Déchets, gravats, tous produits non dangereux</b> Chaque entreprise est chargée d'effectuer le nettoyage de son chantier et d'évacuer ses propres déchets			Durée chantier
77	En cas de non respect du nettoyage quotidien du chantier le Maître d'Ouvrage fera effectuer les nettoyages nécessaires par une entreprise extérieure de son choix et refacturera les dépenses correspondantes à l'entreprise défaillante, ou sur demande du Maître d'œuvre, ou du Coordinateur,	Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
86	Le titulaire de chaque marché devra veiller à faire maintenir en permanence, le chantier en parfait état de propreté. Le nettoyage devra s'exécuter en permanence et les gravais seront évacués journallement du chantier jusqu'aux bennes mises en place pour effectuer un tri sélectif  L'évacuation des gravats devra être réalisée au moyen de goulottes par toute Entreprise concernée.(il est strictement interdit de jeter les gravais directement au sol ou dans les bennes à partir des terrasses) Les gravais susceptibles d'émettre de la poussière seront évacués dans des sacs plastiques étanches  Les frais inhérents à la location, à la collecte, au transport et aux frais de mise en décharge sont à la charge du lot 1	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.5. CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
32	<b>AMIANTE</b> Le code du travail et le code de la santé publique prévoient que les déchets d'amiante soient traités selon les prescriptions de la loi relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.			Durée chantier
47	<b>Suivi des déchets amiantés</b> Les produits contenant de l'amiante seront évacués, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, vers des décharges de classe 1 ou 2 suivant leur nature, suivant la réglementation en vigueur et sous la responsabilité d'un conseiller au transport dûment habilité et autorisé par l'Entreprise. Les stockages temporaires sur chantier devront être limités en volume pour ne pas créer un risque particulier. Les Entreprises concernées devront fournir, au Maître d'Ouvrage, les bons de suivi de déchets amiantés (BSDA) et de mise en décharge contrôlée correspondants	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Après interv.
80	Le Maître d'Ouvrage devra obtenir de l'entreprise concernée les bons de suivi de déchets amiantés (BSDA) et de mise en décharge contrôlée correspondants	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Après interv.

### 3.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
60	<p><b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</b></p> <p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
21	<p><b>Maintenance des protections collectives</b></p> <p>Le Maître d'Oeuvre doit faire installer, dès que possible, les éléments assurant la protection collective définitive en remplacement des éléments assurant la protection collective provisoire de chantier (gardes corps sur balcons, gardes corps sur terrasse, gardes corps sur escaliers et paliers d'étages, escalier techniques, échelles à crinoline, etc.....)</p> <p>Ces interventions seront précisées sur le planning d'exécution qui fera partie des pièces contractuelles des entreprises.</p> <p>Les choix "architecturaux" pour ces éléments seront effectués très en amont pour ne pas retarder leur réalisation</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avant interv.

73

Les protections collectives de toute nature devront être conçues et réalisées pour répondre aux principes généraux suivants :

- être toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque,
- être adaptées et suffisantes pour permettre, en toute sécurité et sans modification, la réalisation de l'ensemble des travaux de l'entrepreneur et/ou de ceux des sous-traitants.

Chaque entreprise aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance des protections collectives provisoires qu'elle met en œuvre, jusqu'à leur dépose définitive. Sauf accord particulier préalable, seul l'entrepreneur ayant la charge de la maintenance d'une protection collective provisoire sera autorisé à la déposer. Cependant, une protection collective provisoire ne pourra être déposée que dans les cas suivants :

- disparition définitive du risque liée à l'avancement des travaux,
- la protection collective définitive de l'ouvrage est mise en place, et doit être suffisante pour les travaux qui restent à réaliser.
- un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente est mis en œuvre.

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. L'entreprise désignée aura en charge de mettre en place les protections collectives nécessaires à ses travaux, notamment contre les chutes de hauteur, en rives de plancher, au bord des trémies, au droit des ouvertures en façade et jusqu'à la pose des protections définitives.

Les Entreprises intervenantes, non citées précédemment, et dont l'intervention nécessitera l'enlèvement des protections ou accès provisoires mis en place par le lot désigné ci-avant devront prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ces travaux et qui puisse garantir une protection collective efficace. Ils devront également assurer la maintenance et la surveillance de leurs équipements jusqu'à l'achèvement des travaux.

Elles devront préciser dans leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, la date et la durée de la dépose des protections, les dispositifs envisagés pour protéger ses propres salariés et ceux des autres corps d'état.

Lors de la dépose des protections collectives (temporaire ou définitive), les Entreprises devront faire effectuer ces travaux à des salariés équipés de harnais de sécurité avec longe correctement fixée à des éléments de structure. Dans le cas où une entreprise doit déplacer une protection collective pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions, par un dispositif assurant une protection équivalente pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier. Chaque entreprise devra, à l'issue de ses interventions, rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection

Durée chantier

au moins équivalent à celui initialement mis en place.

Les protections collectives de toute nature devront être conçues et réalisées pour répondre aux principes généraux suivants :

- être toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque,
- être adaptées et suffisantes pour permettre, en toute sécurité et sans modification, la réalisation de l'ensemble des travaux de l'entrepreneur et/ou de ceux des sous-traitants.

Chaque entreprise aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance des protections collectives provisoires qu'elle met en œuvre, jusqu'à leur dépose définitive. Sauf accord particulier préalable, seul l'entrepreneur ayant la charge de la maintenance d'une protection collective provisoire sera autorisé à la déposer.

Cependant, une protection collective provisoire ne pourra être déposée que dans les cas suivants :

- disparition définitive du risque liée à l'avancement des travaux,
- la protection collective définitive de l'ouvrage est mise en place, et doit être suffisante pour les travaux qui restent à réaliser.
- un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente est mis en œuvre.

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel.

Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.

L'entreprise désignée aura en charge de mettre en place les protections collectives nécessaires à ses travaux, notamment contre les chutes de hauteur, en rives de plancher, au bord des trémies, au droit des ouvertures en façade et jusqu'à la pose des protections définitives.

Les Entreprises intervenantes, non citées précédemment, et dont l'intervention nécessitera l'enlèvement des protections ou accès provisoires mis en place par le lot désigné ci-avant devront prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ces travaux et qui puisse garantir une protection collective efficace. Ils devront également assurer la maintenance et la surveillance de leurs équipements jusqu'à l'achèvement des travaux.

Elles devront préciser dans leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, la date et la durée de la dépose des protections, les dispositifs envisagés pour protéger ses propres salariés et ceux des autres corps d'état.

Lors de la dépose des protections collectives (temporaire ou définitive), les Entreprises devront faire effectuer ces travaux à des salariés équipés de harnais de sécurité avec longe correctement fixée à des éléments de structure.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer une protection collective pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions, par un dispositif assurant une protection équivalente pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

Chaque entreprise devra, à l'issue de ses interventions, rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection

Durée chantier



87	<p>au moins équivalent à celui initialement mis en place.</p> <p>Les protections collectives provisoires générales seront mises en place et maintenues par le titulaire du lot 1 jusqu'à disparition du risque.</p> <p>Les entreprises intervenantes doivent interdire obligatoirement toute dépose de protections collectives provisoires.</p> <p>Les protections collectives complémentaires et adaptées à chaque poste de travail spécifique seront mises en place par des lots spécifiques suivant les phases de travaux</p>			Durée chantier
----	--	--	--	----------------

### 3.7. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
20	<p><b>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</b></p> <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un <b>même</b> équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les <b>règles d'organisation</b> indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
30	<p><b>Dispositions particulières à l'opération</b></p> <p>Le titulaire du lot concerné s'assurera auprès d'un BET structures que les surcharges induites par les approvisionnements ou les montages sur les terrasses peuvent être supportées par les structures et devra répartir au maximum ces stockages temporaires.</p> <p>Le titulaire du lot concerné devra mettre en commun les moyens pour effectuer les approvisionnements ou les évacuations de matériaux ou de matériels qui seront effectués, pour chaque bâtiment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les manutentions horizontales seront effectuées avec des transpalettes, diables ou autres dispositifs appropriés pour éviter le transport manuel des charges.</li> </ul>			Durée chantier

### 3.8. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b>			

13	<p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier
44	<p><b>Remise du planning initial</b></p> <p>Le Maître d'Oeuvre est responsable de l'établissement et du suivi du calendrier général des travaux qui doit permettre l'application des Principes Généraux de la Prévention en éviter notamment les périodes de forte coactivité et les opérations en superposition de tâches.</p> <p>Ce planning d'exécution prendra en considération, en temps voulu, la mise en oeuvre des dispositifs permanents de sécurité et des mesures d'organisation de chantier demandés aux différents lots dans le présent PGC. Les calendriers d'exécution seront être obligatoirement présentés au Coordonnateur avant le début des travaux.</p> <p>Toutes modifications, tant changement de prestations, que décalages, que prolongations pour divers motifs, devront faire l'objet d'un avis du Coordonnateur, faute de quoi la non communication de ces modifications ainsi que la non demande d'avis au Coordonnateur le libérera des responsabilités liées à tout incident survenant pour cause de décalage des tâches sur le calendrier d'exécution détaillé.</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
1	<p><b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b></p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques.</li> <li>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).</li> <li>- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)</li> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.</li> <li>- Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.</li> <li>- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.</li> </ul> <p><b>Travaux par point chaud</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

36	<p>Nous interdisons tous travaux par points chauds (travaux de meulage, de soudage, de découpage à l'arc, de découpage oxycétylénique ou autre) sans respect à minima des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-en présence de produits volatiles ou facilement inflammables à proximité (même si ces produits ne sont pas employés par cette Entreprise)</li> <li>-sans présence à proximité d'un extincteur approprié aux risques</li> <li>-sans utilisation d'écrans protecteurs type bâches ignifugées</li> <li>-après 16h00 l'après midi ou en dehors des heures normales de travail (samedi par exemple)</li> <li>- Etablissement d'un permis de feu pour chaque phase de travaux</li> <li>- présence d'extincteur sur chaque lieu de travail</li> </ul> <p>Les bouteilles d'acétylène et d'oxygène des postes à souder devront être stockées sur des chariots de manutention adaptés</p> <p>Les matériaux combustibles, tels que papiers, cartons, chiffons ou tous autres matériaux ne devront pas être brûlés à l'intérieur de l'emprise du chantier.</p>			Durée chantier
33	<p><b>ARMATURES EN ATTENTE</b></p> <p>L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.</p>			Durée chantier
37	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE TRAVAUX EN TOITURE</b></p> <p>Lorsque des travailleurs sont appelés à intervenir sur un toit présentant des dangers de chute de personnes ou de matériaux , des mesures appropriées seront prises pour éviter toute chute : garde-corps périphérique, échafaudage, filet, auvent, éventails.... Les modes opératoires des entreprises seront détaillés dans leur PPSPS.</p> <p><b>Pose et dépose de dispositifs de protection collective</b></p>			Durée chantier

46

Le titulaire du lot concerné devra :

- la fourniture et la pose de châssis de toiture ayant une résistance mécanique de 1200 joules et une grille anti chute en sous face. Ces châssis devront être posés en début d'intervention pour éviter tous risques de chute en cours de travaux.
- mettre en place des points d'ancrage fixes, suivant la norme NF EN 795, pour permettre les déplacements en terrasse. Ces dispositifs prévus pour les interventions ultérieures devront être posés en cours de travaux pour notamment mettre en place, déposer les protections collectives provisoires ou toute opération ponctuelle
- transmettre au Coordonnateur un Procès Verbal attestant que ces ancrages ou dispositifs ont une résistance mécanique au minimum imposée par la norme.
- mettre en place une tour échafaudages (conforme à la réglementation) avec escaliers intérieurs, et trappes escamotables pour créer un accès direct en toiture. Cet aménagement sera laisser en place pour les autres corps d'état jusqu'à la mise en place d'un accès définitif ou jusqu'à la fin des interventions en terrasse. (les frais de mise en place, de location, d'entretien, de dépose ou autre seront à sa charge).
- interdire tout accès direct en terrasse par échelle libre
- mettre en place la signalétique de danger sur les accès en toitures (accès interdit aux personnes non autorisées, port de harnais obligatoire, risque de chute de hauteur, etc....)

Le titulaire du lot concerné devra mettre en place avant toute intervention les protections collectives réglementaires en périphérie des bâtiments

Les gardes corps seront constitués :

- de montants métalliques à pinces ou ancrés dans des réservations spécifiques (l'espacement entre montants verticaux devra être en adéquation par rapport aux lisses ou sous lisses)
- de lisses, sous lisses et plinthes en bois spécifique repéré par une couleur déterminée
- de lisses, sous lisses et plinthes en tubes métalliques

#### **Protection collective en sous face**

6

Le titulaire du lot concerné devra :

- mettre en place avant toute intervention les protections collectives réglementaires en sous face de charpentes
- faire obligatoirement poser des filets en sous face avec une nacelle élévatrice et strictement interdire la pose à l'échelle
- exiger du poseur de filet un procès verbal de conformité de pose par rapport aux normes en vigueur et à un manuel d'instruction
- exiger du poseur de filet un procès verbal de mise à disposition

#### **Protection collective en rive de toiture**

Avant interv.

Avant interv.

14	<p>Le titulaire du lot concerné devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fourniture et la pose de châssis de toiture ayant une résistance mécanique de 1200 joules et une grille anti chute en sous face. Ces châssis devront être posés en début d'intervention pour éviter tous risques de chute en cours de travaux.</li> <li>- mettre en place des points d'ancrage fixes, suivant la norme NF EN 795, pour permettre les déplacements en toiture. Ces dispositifs prévus pour les interventions ultérieures devront être posés en cours de travaux pour notamment mettre en place, déposer les protections collectives provisoires ou toute opération ponctuelle</li> <li>- transmettre au Coordonnateur un Procès Verbal attestant que ces ancrages ou dispositifs ont une résistance mécanique au minimum imposée par la norme.</li> <li>- mettre en place une tour échafaudages (conforme à la réglementation) avec escaliers intérieurs, et trappes escamotables pour créer un accès direct en toiture. Cet aménagement sera laisser en place pour les autres corps d'état jusqu'à la mise en place d'un accès définitif ou jusqu'à la fin des interventions en toiture. (les frais de mise en place, de location, d'entretien, de dépose ou autre seront à sa charge).</li> <li>- interdire tout accès direct en toiture par échelle libre</li> <li>- mettre en place la signalétique de danger sur les accès en toitures (accès interdit aux personnes non autorisées, port de harnais obligatoire, risque de chute de hauteur, etc....)</li> </ul>			Durée chantier
49	<p><b>RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES</b></p> <p>Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
19	<p><b>Dispositions particulières à l'opération</b></p> <p>Les responsables des Entreprises intervenantes sont tenus de faire intervenir uniquement des personnes répondant aux critères d'aptitude physique requis en fonction de la nature des travaux à réaliser.</p> <p>Chaque entreprise de BTP, est rattachée à un organisme de contrôle médical, lié à l'adresse du siège (ou de l'agence) de l'entreprise. En ce qui concerne, le personnel intérimaire, celui-ci doit avoir avec son contrat de travail, l'attestation médicale d'aptitude au poste de travail pour lequel il va être employé en tout état de cause le certificat médical ne doit pas comporter d'inaptitude au travail en hauteur ou/et au port de charges lourdes, voir fiche OPPBTP N° H1 F 01 96.</p> <p>Les responsables des Entreprises intervenantes doivent s'assurer de la mise à disposition sur le site d'une trousse à pharmacie de 1ère urgence.</p> <p>La vaccination contre le tétanos est une mesure préventive minimale</p> <p>Nous rappelons à toutes les Entreprises que la détention et la consommation d'alcool ou d'autres substances illicites sur chantier sont formellement interdites</p> <p>Nous rappelons à toutes les Entreprises qu'il est formellement interdit de fumer dans les zones communes de chantier (utiliser les zones réservées à cet effet)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
<b>TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS</b>				

51	<p><b>Risque de chute de plus de 3 m.</b></p> <p>Utilisation systématique d'échafaudage conforme à la notice de montage du constructeur</p> <p>Utilisation systématique d'échafaudage ou de PIR (plate-forme individuelle roulante) ou de PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personne)</p> <p>Le titulaire de chaque lot devra interdire toute intervention à l'échelle ou à l'escabeau (utiliser des plates-formes de travail)</p> <p>Mise en place de balisage au sol à l'aplomb des zones actives</p> <p>Interdire la présence de personnel dans les zones d'action et des zones susceptibles d'être atteintes lors des opérations en élévation</p> <p>Faire réaliser les travaux à des personnes n'ayant pas d'inaptitude aux travaux en hauteur, formées et sensibilisées au risque</p> <p>Utiliser un harnais de sécurité et une double longe de maintien uniquement pour toute intervention de très courte durée</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
82	<p>Le titulaire du lot concerné devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place avant toute intervention les protections collectives réglementaires en sous face des charpentes</li> <li>- faire obligatoirement poser des filets en sous face avec une nacelle élévatrice et strictement interdire la pose à l'échelle</li> <li>- exiger du poseur de filet un procès verbal de conformité de pose par rapport aux normes en vigueur et à un manuel d'instruction</li> <li>- exiger du poseur de filet un procès verbal de mise à disposition</li> </ul> <p>Réaliser la fixation complète des bacs à l'avancement et interdire tout stockage sur les bacs en dehors des ossatures porteuses de charpente</p> <p>Imposer la pose des châssis de toiture en début d'intervention (avec une résistance mécanique de 1200 joules)</p> <p>Mettre en place avant toute intervention les points d'ancrage ou ligne de vie prévus pour les interventions ultérieures (suivant la norme NF EN 795)</p> <p>Utiliser les points d'ancrage ou ligne de vie prévus, pour l'installation des protections collectives provisoires, par du personnel équipé de harnais de sécurité et double longe de maintien et pour déposer de ces mêmes protections en fin de chantier</p> <p>Arrimer solidement tous matériels ou matériaux pour éviter tout envol du à l'action du vent</p> <p><b>Exposition au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT</b></p>			Avant interv.
43	<p>Transmettre un PV de mise hors tension des installations existantes (conformément aux dispositions du code du travail R.4534-111 à R.4534-116).</p> <p>Faire réaliser les travaux par du personnel habilité aux risques électriques et suivant la norme UTE C 18-510</p> <p>Mettre en place des coffrets de prises protégés par un système différentiel de 30 Ma</p> <p>Utiliser une procédure de consignation des installations électriques pour certaines interventions sur les existants en faisant signer une personne responsable de l'établissement</p>			Avant interv.

79	<p>Vérifier la mise hors tension de l'installation électrique existante</p> <p>Interdiction d'intervenir sur les installations électriques de chantier :</p> <p>Interdire formellement l'utilisation d'appareillages et des rallonges électriques non conformes ou non contrôlés et en mauvais état de marche</p> <p>Obligation de respecter les normes d'éloignement des coffrets électriques (25m)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

## 4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
26	<p><b>CONTRAINTES D'ORGANISATION LIEES A L'ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT</b></p> <p><b>industriel</b></p> <p>Les entreprises devront tenir compte de la réalisation des travaux en site occupé et prendre toute disposition pour que les interventions ne créent pas un risque pour le personnel.</p> <p><b>Respect des consignes et contraintes liées au site pénitentiaire</b></p> <p>Nous rappelons à toutes les Entreprises que la détention et la consommation d'alcool ou d'autres substances illicites sur chantier sont formellement interdites</p> <p>L'Entreprise concernée devra assurer la fermeture des accès existants pour rendre le chantier clos et indépendant. Ces fermetures devront quand même permettre d'utiliser ces accès en issues de secours (les sens d'ouverture et les unités de passage devront être conformes à la réglementation) et de la signalétique sera mise en place pour interdire tout stockage même temporaire dans ces zones.</p> <p><b>Les consignes de sécurité propres au site seront données à chaque Entreprise par le chef d'établissement suivant le décret du 20 février 1992</b></p> <p>Lorsque des zones actives de chantier seront séparées de zones restant en activité par des cloisonnements provisoires ces derniers devront maintenir les degrés coupe feu nécessaires suivant la nature des locaux concernés.</p> <p>Les Entreprises concernées devront assurer la mise hors tension des réseaux électriques et la mise hors service des autres réseaux avant toutes interventions des autres corps d'état. Les constats de mise hors service seront consignés dans les comptes rendus de Maîtrise d'Oeuvre.</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>



74	<p>Le Maître d'Ouvrage et le chef d'établissement devront établir, diffuser et afficher les consignes à respecter par le personnel de l'établissement ou des résidents durant les travaux, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les zones de chantier</li> <li>- les accès séparés entre ceux des entreprises extérieures et ceux du personnel de l'établissement ou des résidents</li> <li>- les différentes interdictions durant les approvisionnements ou évacuations de matériel ou de matériaux par les entreprises extérieures</li> <li>- les interdictions d'accès dans les zones en travaux ou à proximité</li> </ul> <p>Les locaux en « exploitation » situés à l'aplomb ou à proximité des locaux en travaux devront être obligatoirement libérés et neutralisés en fonction des interventions.</p> <p>Les interventions pouvant présenter un risque quelconque vis à vis du personnel de l'établissement ou des résidents devront être obligatoirement programmées hors présence du personnel</p> <p><b>Les consignes de sécurité liées au site pénitentiaire propres au site seront données à chaque Entreprise par le chef d'établissement suivant le décret du 20 février 1992</b></p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
38	<p><b>DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER</b></p> <p><b>Consignes</b></p> <p>Nous interdisons tous travaux par points chauds (travaux de meulage, de soudage, de découpage à l'arc, de découpage oxycétylénique ou autre) avant délivrance d'un permis feu par le Chef d'Etablissement ou à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-en présence de produits volatiles ou facilement inflammables à proximité (même si ces produits ne sont pas employés par cette Entreprise)</li> <li>-sans présence à proximité d'un extincteur approprié aux risques</li> <li>-sans utilisation d'écrans protecteurs type bâches ignifugées</li> <li>-après 16h00 l'après midi ou en dehors des heures normales de travail (samedi par exemple)</li> </ul> <p>Les bouteilles d'acétylène et d'oxygène des postes à souder devront être stockées sur des chariots de manutention adaptés</p>			Avant interv.

## 5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
7	<b>MOYENS D'ALERTE</b> Des mesures communes d'organisation doivent être prises pour l'appel des secours ainsi que pour l'évacuation des travailleurs. <b>Téléphone mobile</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

18		Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<p>Chaque entreprise devra appliquer les consignes de l'établissement</p> <p>Chaque entreprise titulaire doit déclarer obligatoirement tout accident du travail au Coordonnateur qui transmettra alors un « rapport d'accident » que l'Entreprise concernée devra retourner complétée dans les 48 heures</p> <p>Pour l'ensemble du chantier, les Entreprises assureront par entente commune la présence permanente d'un sauveteur Sécurité du Travail pour 20 personnes. Chaque sauveteur secouriste devra être identifié par un badge spécial (apposé de préférence sur le casque).</p> <p>Chaque Entreprise devra communiquer au Coordonnateur le nom des secouristes présents sur le chantier dans son PPSPS.</p> <p>Chaque Entreprise devra consulter, compléter et joindre au PPSPS le mémo OPPBTP N° H4 M 03 97</p> <p><b>Accident bénin</b> Le blessé se fera soigner par l'un des secouristes présents sur le chantier, à l'aide des médicaments entreposés dans l'armoire à pharmacie prévue à cet effet dans le bureau de chantier.</p> <p>La victime et le secouriste décideront en fonction de la blessure de la suite à donner :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S.M.U.R.</li> <li>• Ambulance privée</li> <li>• Médecin personnel, etc...</li> </ul> <p><b>Accident grave</b> Informé le ou les secouristes de chantier qui, en fonction de l'état du blessé, donneront des renseignements utiles au médecin du S.M.U.R. (sans oublier l'adresse du site). Prévoir un guidage si l'accès du chantier est difficile. Prodiguer au blessé les soins compatibles avec son état.</p> <p><b>Accident mortel</b> Laisser les lieux dans l'état de l'accident. Prévenir immédiatement les services et organismes désignés au paragraphe suivant. Regrouper le plus de témoins possible.</p> <p>Démarches à exécuter en cas d'accident grave ou mortel Prévenir immédiatement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Employeur</li> <li>• Le Maître d'Ouvrage</li> <li>• Le Maître d'Ouvre</li> <li>• L'inspection du travail</li> <li>• La gendarmerie ou la police locale</li> <li>• Le représentant de la C.R.A.M.</li> <li>• Le Coordonnateur sécurité</li> </ul> <p>Les accès au chantier devront en permanence autoriser le passage des services de secours. Il ne sera toléré aucun stationnement ou entreposage de matériel ou matériaux, même momentanément dans leur emprise. Les Entreprises ne devront en aucun cas stationner leur véhicules de service sur les accès du chantier ou à proximité des entrées des bâtiments pour faciliter le passage des véhicules prioritaires.</p>			

57	<p><b>EN CAS D'INCENDIE : MODELE DE CONSIGNE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES</b></p> <p>Les règles relatives au stockage et à la mise en oeuvre des produits inflammables doivent être impérativement respectées sur le chantier.</p> <p>Le matériel de lutte contre l'incendie doit être maintenu en permanence en parfait état de fonctionnement et régulièrement vérifié.</p> <p>Les procédures relatives au travail par point chaud doivent être respectées.</p> <p>Dispositions prises pour lutter contre l'incendie : extincteurs, permis de feu et éventuellement colonnes sèches et service de sécurité en cas de risques ou contraintes spécifiques</p> <p>Lorsque l'analyse des risques met en évidence un risque important d'incendie une concertation avec les services de secours et de lutte contre l'incendie doit être organisée.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
54	<p><b>Consignes incendie réglementation</b></p> <p>Extincteurs dûment contrôlés et adaptés aux locaux et aux risques, consulter le mémo OPPBTP N° A6 M 01 92, Lutte contre le feu, consulter la fiche OPPBTP N° A6 F 01 85,</p> <p>Veiller à l'accès permanent par les services de Secours, aux bouches et poteaux Incendie implantés au voisinage de l'emprise des travaux.</p> <p>Mise en place par les Entreprises des moyens de protection incendie (extincteurs, seaux, pompes, bacs à sable...) adaptés aux risques recensés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sur les installations (parties privatives et collectives)</li> <li>• Sur les engins et véhicules de chantier</li> <li>• Sur les postes de travail notamment</li> <li>• Dans les zones de stockage</li> </ul> <p>Chaque entreprise effectuant des travaux par points chauds doit obligatoirement imposer au personnel intervenant la présence d'un extincteur en état de marche obligatoirement sur le poste de travail</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

## 6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
2	<b>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</b> <b>Art. L. 4121-5.</b> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> <li>de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux.</li> <li>de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
50	<b>Dispositions particulières à l'opération</b> La législation oblige contractuellement les Entreprises (titulaires et sous-traitantes) à participer activement à la Mission de Coordination en matière de Sécurité - Protection de la Santé : <ul style="list-style-type: none"> <li>En appliquant et en faisant appliquer à toute personne présente sur le chantier les Principes Généraux de la Prévention.</li> <li>En déclarant au Coordonnateur tout accident du travail avec ou sans arrêt, le nombre des jours d'arrêt, le type d'accident et le nombre d'heures travaillées.</li> <li>En déclarant suffisamment de temps à l'avance le nom des Entreprises auxquelles elles comptent sous-traiter des travaux afin que le Coordonnateur ait le temps de les convoquer à une inspection commune précédant l'envoi de leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).</li> <li>En faisant respecter à toute Entreprise sous traitante, à tout « locatier » ou à tout fournisseur les contraintes d'organisation et les mesures d'hygiène et de sécurité auxquelles est soumise cette opération.</li> <li>En faisant respecter à l'ensemble de son personnel le port des protections individuelles adaptées aux travaux à exécuter (casques, chaussures, masques, gants, harnais, lunettes, protections auditives etc...).</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	PPSPS			

29	Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation
41	<p><b>Mise à jour du PPSPS</b></p> <p>Nous interdisons toute intervention d'Entreprise sous traitante avant agrément du Maître d'Ouvrage, accord du Maître d'œuvre, visite d'inspection commune en notre présence et diffusion d'un PPSPS adapté au chantier</p> <p>L'entreprise concernée devra modifier son PPSPS suite aux remarques du Coordonnateur ou le compléter en cours de travaux et un exemplaire mis à jour du PPSPS devra être maintenu en permanence sur le chantier</p> <p><b>Modes opératoires et évaluation des risques</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
31	<p><b>Modes opératoires et évaluation des risques</b></p> <p>Apporter des compléments à votre PPSPS : les modes opératoires envisagés n'y sont pas mentionnés.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation
11	<p><b>INSPECTION COMMUNE</b></p> <p>Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.</p> <p>Demander à votre sous-traitant de prendre contact avec le coordonnateur SPS afin de convenir d'un rendez-vous d'inspection commune.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation

## 7. ANNEXES

### 7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	SGAMI SUD EST 215 RUE ANDRE PHILIP 69003 LYON France		0472845454
Maître d'ouvrage personne physique	SGAMI SUD EST 215 RUE ANDRE PHILIP 69003 LYON France	M. CHAVARIN Gauthier	0472845454 gauthier.chavarin@interieur.gouv
Architecte	LA FABRIQUE D'ARCHITECTURE 8 Rue du Commerce 71140 BOURBON LANCY France	M. GODRON Thimothée	0679363956 timothee.godron@lafabriquearch
Contrôleur technique de construction	SOCOTEC 25 RUE DE LA BAIGNEUSE 03400 YZEURE France		mustapha.hamdaoui@socotec.cc
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - MONTLUCON RUE DU HIBOU ZAC DE CHATEAUGAY 03410 DOMERAT France	M. MALFERIOL SYLVAIN	sylvain.malferiol@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - MONTLUCON RUE DU HIBOU ZAC DE CHATEAUGAY 03410 DOMERAT France	M. MALFERIOL SYLVAIN	sylvain.malferiol@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

### 7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE 03 12 RUE DE LA FRATERNITE 03017 MOULINS France		dd-03.direction@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT AUVERGNE 5 rue entre les 2 villes 63036 CLERMONT FERRAND CEDEX 9 France		contact-prevention@carsat-auvergne.fr
OPPBTP	OPPBTP 63 AUVERGNE 48-50 AVENUE MARX DORMOY 63000 CLERMONT FERRAND France		isabelle.chambon@oppbtp.fr

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole



### 7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

### 7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS

## 7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

**Attention** : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération). Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

## 7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

**Attention** : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

## 7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calandrier des travaux :

- voir document joint en annexe au DCE

## 7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 7.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 7.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

.1.2. organismes de préventions institutionnels